

RETOMBEES DE LA CRISE MONDIALE DANS LES PAYS  
EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

**Dr. TUGEN Kamil**

Professeur au Département de Finances Publiques  
de la Faculté des Sciences Economiques et Administratives  
de l'Université du "Dokuz Eylul" Buca-IZMIR 35160 TURQUIE

**RESUME :**

*Dans notre papier nous allons traiter d'abord la crise aux Etats-Unis. Puis nous examinerons l'extension de la crise aux marchés des pays en voie de développement et les effets de cette extension sur les marchés financiers et réels de ces pays. Ensuite nous commenterons brièvement les répercussions de la crise en Turquie et les effets de la crise spécialement sur les marchés réels ainsi que les mesures prises contre celle-ci. Nous allons terminer notre communication en examinant globalement les effets directs et indirects de la crise mondiale sur l'économie des pays en voie de développement et sur l'économie de la Turquie, ainsi que les mesures prises, et en élaborant certaines propositions tournées vers l'avenir.*

**ملخص**

ورقنا الأولى سنتعامل مع الأزمة في الولايات المتحدة. ثم ندرس اكتساح الأزمة انتشارها في أسواق البلدان النامية والآثار المترتبة على هذا التوسع في الأسواق العقارية والمالية لهذه البلدان. ثم نحلل بإيجاز أثر الأزمة في تركيا، والآثار المترتبة على الأزمة وخاصة في الأسواق الحقيقية والتدابير المتخذة ضده. نحن سوف نهاية رسالتنا من خلال دراسة التأثيرات الكلية المباشرة وغير المباشرة للأزمة العالمية على اقتصاديات البلدان النامية، و تركيا ، والتدابير المتخذة ، ووضع مقترحات محددة موجهة نحو المستقبل.

**INTRODUCTION**

*La mondialisation de l'économie a changé profondément les politiques économiques des Etats. En particulier, dû à l'accélération du processus d'ouverture vers l'extérieur des pays en voie de développement, et ce avant même que les secteurs réels et financiers de ces pays ne soient suffisamment développés, ces pays subissent l'impact des chocs extérieurs en un temps très court. En conclusion, ces pays dont les marchés économiques sont en fait fragiles, sont devenus très sensibles aux crises mondiales et la propagation des crises est ainsi facilitée.*

*Dans les années 2000, le monde entier, avec l'économie des Etats-Unis en tête, est entré dans une période de stagnation économique. Les problèmes soulevés surtout dans les marchés de l'immobilier et le système de crédits, par l'application de politiques de taux d'intérêts réduits et de politiques financières détendues par les Etats-Unis dans le but de soulager les marchés intérieurs, se sont répercutés d'abord sur les marchés intérieurs puis sur les marchés extérieurs en déclenchant la crise mondiale.*

*Au stade d'extension de la crise mondiale, on a pu observer directement les premiers effets de celle-ci dans plusieurs pays en voie de développement. Dans certains pays ces effets directs ont été observés dans les secteurs financiers, tandis que dans d'autres ils ont été observés dans les secteurs réels. Par conséquent les secteurs des pays touchés par la crise et la profondeur de l'impact ont déterminé la forme, le type et l'envergure des mesures prises contre la crise.*

*On a mis en place des politiques monétaires et financières expansionnistes contre la crise dans de nombreux pays en voie de développement et aussi en Turquie. Dans ce but, on a pris des mesures visant à stimuler l'économie par des dépenses publiques accrues et à éviter la réduction de la vitesse de croissance économique. Cependant il faudrait empêcher que ces mesures n'augmentent le déficit budgétaire et la pression inflationniste et n'affectent défavorablement la stabilité des prix. Car ces pays s'efforcent depuis un certain temps de maintenir une discipline financière. D'autre part, les pays touchés par la crise doivent prendre des mesures pour augmenter les revenus de leurs devises afin d'équilibrer la balance des paiements. En général, compte tenu de la vitesse à laquelle la crise a touché les économies des pays ainsi que des mesures prises, on peut penser que l'on continuera à ressentir les effets de la crise encore un certain temps sur les marchés mondiaux.*

## **A- PROCESSUS DE MONDIALISATION**

Le processus qui a été le plus discuté ces dernières années en ce qui concerne ses effets et conséquences, est la mondialisation. Le processus de mondialisation rend les pays développés et les pays en voie de développement plus interdépendants dans les domaines économique, financier, social, culturel, etc. Une décision prise ou une instabilité apparue dans un pays donné est susceptible d'affecter plusieurs pays de façon concomitante.

On estime que le processus de mondialisation est né après la Seconde Guerre Mondiale et plus particulièrement dans les années 60. La période des années soixante est celle qui voit d'une part l'apparition des activités des sociétés multinationales et d'autre part le développement rapide du commerce international. Le processus de mondialisation s'est accélérée de façon considérable après la chute du mur de Berlin le 9 Novembre 1989.

Des développements technologiques, des facteurs idéologiques et économiques ont joué un rôle dans la naissance du processus de mondialisation<sup>1</sup>. La mondialisation des activités financières, qui figurent

parmi les causes des crises mondiales, s'est accélérée dans les années 80, le capital s'est déplacé dans des régions transfrontalières dans l'espoir d'obtenir des gains accrus avec un risque réduit, et les frontières entre les marchés financiers nationaux se sont estompées. En particulier, les fluctuations intervenues dans les entrées et sorties des flux des capitaux à court terme ont détérioré la stabilité financière des pays, et de nombreux pays qui n'ont pu prendre les mesures nécessaires ont été entraînés dans des crises financières<sup>ii</sup>.

## **B- LA CRISE DES PRETS HYPOTHECAIRES AUX ETATS-UNIS**

La crise financière qui s'est déclenchée en septembre 2008 aux Etats-Unis après plus d'un an de turbulences financières, s'est transformée en une crise mondiale de l'économie réelle. Lorsque l'on analyse les causes et effets de la crise qui s'est déclenchée aux Etats-Unis et qui s'est propagée au reste du monde, on peut affirmer qu'il s'agit d'une crise économique bien plus grave que celles déjà observées dans le passé. La cause fondamentale de la crise est la mauvaise gestion des titres adossés à des crédits mobiliers (des prêts hypothécaires à l'habitation).

Durant la turbulence financière qui s'est déclenchée à cause des prêts hypothécaires subprime (prêts à haut risque) aux Etats-Unis, l'attitude adoptée par les Etats-Unis a été suivie de près par l'ensemble des marchés mondiaux. Les Etats-Unis, qui ont tenté de prendre des mesures moyennant les décisions de politique monétaire de la FED au début de la turbulence, ont par la suite essayé de supprimer les répercussions négatives de la turbulence en mettant en œuvre des politiques fiscales, en menant de nouveaux travaux de restructuration, et en prenant des dispositions diverses, lorsque d'une part ces mesures se sont avérées insuffisantes et lorsque d'autre part le malaise a persisté sur les marchés avec l'apparition de la possibilité de stagnation<sup>3</sup>.

## **C-RETOMBEES DE LA CRISE MONDIALE DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT**

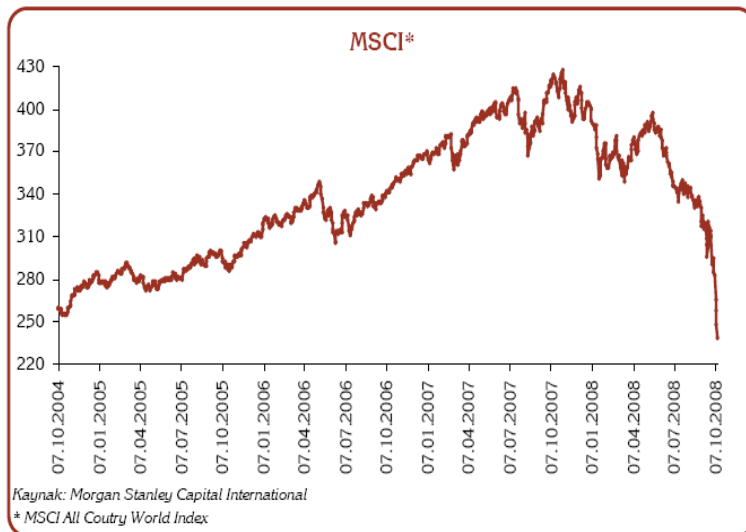
L'intégration économique globale s'est intensifiée, ce qui devrait avoir pour effet d'accroître la transmission des chocs. La crise financière et le resserrement des marchés de crédit sont de nature à accentuer ces mécanismes de contagion<sup>4</sup>.

La crise actuelle, si elle a commencé aux Etats-Unis avec les subprimes (à partir du 10 juillet 2007), a gagné l'Europe et acquis un caractère mondial (à partir du 12 septembre 2008). Elle n'épargnera pas

non plus les pays en développement comme la Chine, la Russie, l'Inde, le Moyen Orient, etc.<sup>5</sup> La fluctuation de l'économie des Etats-Unis peut influencer l'économie mondiale. Car, son économie représente 25 % des importations mondiales et 20 % du PIB global (en termes de parités de pouvoir d'achat).

L'un des indicateurs les plus importants des effets de la crise sur les différents pays est le prix des actions. Dans l'indice MSCI à l'aide duquel on suit les performances des actions de 48 pays développés et en voie de développement, et qui indique l'état général des marchés, on a enregistré un mouvement de baisse vers la fin de l'année 2007. Comme on peut le constater sur le graphique ci-dessous, cet indice a connu une chute abrupte vers la fin de l'année 2008 parallèlement aux chutes enregistrées dans les bourses du monde entier<sup>6</sup>.

Graphique : L'indice MSCI pendant la période 2004-2008



Source : Ministère des Finances de la R.T. : Rapport économique annuel 2008, p. 196.

D'autre part, entre le 4 mars 2008 et le 12 septembre 2008 et parallèlement aux sorties de capitaux de divers pays, de nombreuses monnaies ont perdu de la valeur. Par exemple, la Livre turque (TL) a perdu approximativement 39,3% de sa valeur, le Real Brésilien 35%, le Peso mexicain 44%, le Zloty polonais 59,19%, le Forint hongrois 47,66%, la Koruna de la République Tchèque 29%, le Won sud-coréen 40%, le Rand de la République Sud Africaine 30%<sup>7</sup>. L'activité économique a chuté abruptement au cours du dernier trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2009, tant dans les pays à revenu élevé que dans les pays en développement<sup>8</sup>.

Les problèmes survenus sur les marchés financiers ont eu des effets accrus sur l'économie réelle et la réduction des crédits accordés par les banques a affecté défavorablement les investissements et la consommation. La demande extérieure ralentie a mis en danger la performance d'exportation de tous les pays en voie de développement, la diminution des entrées de capitaux a mis en péril la continuation des activités économiques dans ces pays<sup>9</sup>. L'un des dangers qui menacent le commerce global est la nouvelle tendance protectionniste. En raison de l'existence de soucis relatifs au marché du travail interne, le protectionnisme visant l'importation s'est accentué dans divers pays. Cela affecte davantage les pays en voie de développement dont les articles d'exportation sont peu diversifiés<sup>10</sup>.

Avec le ralentissement de l'activité économique mondiale, les pressions inflationnistes se sont rapidement relâchées. Le facteur déterminant principal de ce phénomène est une diminution de la demande aux pays en voie de développement. Le recul des activités économiques a limité les hausses des salaires et a entraîné la réduction de la rentabilité. Le FMI a prévu une inflation d'IPC (indice des prix à la consommation) de -0,2% dans les économies développées et de 5,7% dans les pays en voie de développement<sup>11</sup>.

Les économies occidentales capitalistes qui sont structurées et qui ont l'habitude de gérer des crises économiques, savent adresser les problèmes en lançant des politiques de relance - les Etats-Unis ressortent notamment plus vite des crises avec des mesures très vigoureuses - ce n'est pas le cas des pays en développement<sup>12</sup>.

En plus du soutien en liquidités accordé au secteur du financement dans la lutte contre la crise, les pays développés ont commencé à prendre des mesures précises. La première de ces mesures est la mise en œuvre de plans d'aide économique d'urgence prévoyant l'injection de capitaux dans des sociétés financières, par les trésoreries des pays. Le plan d'aide financière approuvé par le Congrès américain est le plus grand et le plus important parmi ces plans. Comme seconde mesure, afin de supprimer les dysfonctionnements et le problème du manque de confiance, une garantie d'Etat dans des proportions variables a été fournie en ce qui concerne les obligations des sociétés financières. La troisième mesure est l'assouplissement des politiques financières et monétaires. Cependant, en raison de la poursuite de l'affaiblissement des activités économiques au niveau global et de la persistance du manque de confiance envers les sociétés financières, les mesures en question n'ont pas été suffisantes pour apaiser les marchés<sup>13</sup>.

Les pays en voie de développement également ont pris des mesures similaires pour lutter contre la crise.

Certains pays, parallèlement aux mesures qu'ils ont pris au niveau national contre la crise, ont besoin de soutien international pour préserver le facteur de confiance sur les marchés et leurs besoins en liquidités, et choisissent de conclure des accords avec le FMI, pour obtenir une ligne de crédit stand-by. L'Islande, la Hongrie, l'Ukraine et le Pakistan sont des pays qui ont conclu des accords « standby », tandis que la Biélorussie et la Serbie poursuivent leurs travaux pour signer eux aussi un accord similaire<sup>14</sup>. Le tableau ci-après met en évidence les coûts des mesures de lutte contre la crise, avec des exemples dans différents pays.

**Tableau : Le coût des mesures de lutte contre la crise avec des exemples dans différents pays**

Pays	PIB (%)	Pays	PIB (%)
Etats-Unis	10.1	Corée du Sud	10.3
Allemagne	19.8	Pays-Bas	26.5
France	19.0	Portugal	6.1
Italie	2.6	Suède	50.5
Grande-Bretagne	28.6	Espagne	14.3
Autriche	36.9	Japon	14.1
Danemark	2.1	Norvège	23.2
Grèce	11.2	Brésil	1.0
Irlande	235.7	Russie	6.6
Hongrie	2.2	Chine	18.2
Argentine	1.4		

Source : Pelin Ataman ERDÖNMEZ, “Crise mondiale et chronologie des mesures prises par des pays”, *Revue des Banquiers*, N° 68, 2009, p. 90.

Dans le tableau on voit le coût élevé supporté par les pays développés. Parmi les données du tableau, c'est l'Irlande qui possède le pourcentage le plus élevé avec 235,7%. Ces données indiquent que l'Irlande a fait faillite financièrement à cause de la crise. Si le PIB des Etats-Unis où la crise s'est déclenchée reste au niveau de 10,1%, ce n'est pas qu'il s'agit d'un plan de sauvetage de faible envergure, mais que le PIB de ce pays est élevé.

Les économies du monde, avec l'économie américaine en tête, ont prévu jusqu'à ce jour de multiples mesures d'un montant total de 13,5 trillions de dollars pour limiter les effets de la crise.

Les interventions des gouvernements contre la crise ont un coût. On s'attend à ce que les équilibres budgétaires se détériorent d'environ

3 % du PIB dans les pays à revenu élevé et d'environ 4,4 % du PIB dans les pays en développement. À long terme, une augmentation de l'endettement des pays à revenu élevé pourrait entraîner une hausse des coûts d'emprunt et avoir un effet d'éviction sur les emprunteurs des secteurs public et privé des pays en développement. Plusieurs pays en développement à revenu élevé ou intermédiaire ont déjà conclu des accords spéciaux d'emprunt avec le Fonds monétaire international (FMI) pour éviter que la détérioration de leurs positions fiscales et extérieures ne devienne incontrôlable. L'on estime que le PIB mondial, après avoir reculé d'un taux record de 2,9 % en 2009, rebondit d'un modeste 2,0 % en 2010 et de 3,2 % en 2011. Les taux de croissance des pays en développement restent plus élevés, mais ils demeurent relativement modestes à 1,2 %, 4,4 % et 5,7 %, respectivement entre 2009 et 2011. Le chômage et les pressions déflationnistes devraient s'accroître entre 2009 et 2011<sup>15</sup>.

Constituant un groupe très hétérogène, les pays en développement (PED) ne présentent bien sûr pas les mêmes types de vulnérabilité par rapport à la crise actuelle. Celles-ci varient en effet selon leur degré d'intégration dans la globalisation financière et selon les spécificités de leur propre processus de développement. Les PED ont vu la valeur de l'ensemble de leurs exportations augmenter de 80 % entre 2004 et 2006 et ont enregistré leur taux de croissance économique le plus élevé depuis trente ans, « dépassant même l'objectif de 7 % que s'étaient fixé leurs gouvernements et leurs partenaires de développement ». L'agence onusienne souligne cependant que la dépendance accrue des pays moins avancés à l'égard des exportations de quelques produits peu élaborés – essentiellement pétrole, articles manufacturés à faible intensité technologique, minéraux, minerais, métaux et produits agricoles – « les rend vulnérables en cas de retournement de la conjoncture ». Autrement dit, un premier dommage collatéral possible de la crise pour les pays les plus pauvres serait la contraction de la demande globale de produits de base dont ces derniers sont producteurs, ce qui déboucherait sur une répétition des cycles d'expansion et de récession qui ont longtemps perturbé leurs économies<sup>16</sup>.

À la fin du mois de mai 2009, le prix du pétrole était en baisse de 60 % par rapport à son sommet et les prix des matières premières autres que le pétrole, notamment ceux des produits alimentaires faisant l'objet d'échanges internationaux, étaient en baisse de 35 %. La baisse des prix des carburants et des produits alimentaires a, dans une certaine mesure, atténué l'impact de la diminution de l'activité économique sur la

pauvreté et a contribué à réduire les pressions exercées sur les comptes courants des pays en développement importateurs de pétrole, alors que les pays en développement exportateurs de pétrole ont enregistré une diminution de leur surplus allant jusqu'à 17 % de leur PIB<sup>17</sup>.

La diminution de l'aide publique au développement provoquée par le ralentissement mondial constituerait également une conséquence nuisible pour les pays pauvres. Un tel cas de figure porterait en effet un coup sérieux à la fois à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dans ces pays, et à l'objectif fixé par les gouvernements des pays riches de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide internationale<sup>18</sup>.

#### **D- RETOMBEES DE LA CRISE DES PRETS HYPOTHECAIRES ET MESURES PRISES EN TURQUIE.**

La crise mondiale a également touché l'économie turque qui a des rapports commerciaux et financiers avec le monde entier. Dû au recul de la demande extérieure et de la demande intérieure, les indicateurs de production, d'exportation et de chômage de l'économie turque ont été affectés défavorablement par la crise. Cependant le système bancaire n'a pas été touché sérieusement par celle-ci. Ceci est principalement dû au fait qu'après la crise économique du février 2001 en Turquie, notre pays a pris des mesures de consolidation du système bancaire, au prix de lourdes charges pour le budget public. Autrement dit, la plupart des nombreuses mesures de sauvetage et de dispositions destinés aux marchés financiers de nombreux pays élaborées avec la survenue de la crise, a déjà été appliquée dans notre pays après la crise du février 2001<sup>19</sup>. La structure du capital du système bancaire a été consolidée. Par conséquent, les mesures prises en Turquie après la crise sont destinées à redynamiser le secteur réel, plutôt que les marchés financiers. Car l'endettement extérieur du secteur réel est très élevé. La dévaluation de la Livre Turque et le rétrécissement du marché intérieur ont mis en difficulté le secteur réel.

Le programme de stabilisation macroéconomique appliqué depuis le début des années 2000, et à l'exception de ces dernières années, en collaboration avec le FMI, l'importance accordée à la discipline financière, les travaux de privatisation, etc. ont renforcé dans une certaine mesure la structure économique de notre pays. La différence entre notre pays et les nombreux autres pays en voie de développement réside dans le déficit courant et le taux d'endettement. Avant la crise, de nombreux pays en voie de développement



présentaient un excédent courant en raison de leurs ressources naturelles comme le gaz naturel et le pétrole, et leurs performances à l'exportation et leur taux d'endettement étaient plus faibles par rapport à celui de notre pays.

On s'attend à ce que le Gouvernement qui a annoncé une aide de 8 milliards 465 millions de LT- le 1.5 livre turque est égal à 1 dollar- en 2008, et une autre estimée à 30 milliards 446 millions de LT au total en 2009, apporte une charge supplémentaire de 2,5 milliards de LT au budget avec la nouvelle aide d'incitation à l'investissement et d'emploi. Compte tenu des calculs concernant la répercussion en 2010 des mesures financières prises contre la crise et de leurs coûts, on prévoit que le coût des mesures prises jusqu'à ce jour contre la crise s'élèvera à 54 milliards 371 millions de LT, et avec les répercussions des nouvelles aides en 2009 et 2010, le chiffre en question sera aux alentours de 60 milliards de LT<sup>20</sup>.

Il est possible d'analyser les mesures prises en Turquie contre la crise mondiale sous les principaux titres suivants<sup>21</sup>:

- Soutiens en liquidités
- Soutiens fiscaux et sous forme de primes et autres incitations
- Soutiens sous forme de crédits et garanties destinés à la production et l'exportation
- Soutiens de financement et autres mesures

#### **a- Soutiens en liquidités**

Afin de permettre aux banques d'emprunter entre elles en dollars américains et en Euros, la Banque Centrale a relancé ses activités de courtage le 9 octobre 2008 sur le marché du dépôt de devises qui se trouve en son sein. D'autre part, compte tenu de l'importance des bilans des banques, les limites de transactions sur les marchés des devises et les marchés effectifs ont été portées à 5,4 milliards de dollars américains le 14 octobre 2008 et à 10,8 milliards de dollars américains le 23 octobre 2008.

Des mesures ont été prises pour soutenir la fluidité du système financier et le fonctionnement efficace des marchés des crédits, en accroissant le flux des liquidités en devises sur le marché des devises interbancaires.

Le taux de réserve obligatoire en devises qui était de 11% pour les banques, a été réduite de 2% pour se retrouver à 9%. Cette réduction du taux de réserve obligatoire en devises a permis d'injecter dans le système bancaire des liquidités supplémentaires en devises d'environ 2,5 milliards de dollars américains.

Afin de stimuler les dépôts et crédits libellés en livres turcs, on a mis fin au paiement d'intérêts des réserves obligatoires en devises, tandis que le taux d'intérêt des réserves obligatoires en livres turques a été relevé. Afin de renforcer la structure des fonds propres du secteur bancaire, la distribution de dividendes par les banques a été limitée et soumise à l'approbation de la Commission de Régulation et de Contrôle des Banques (BDDK).

#### **b- Soutiens fiscaux sous forme de primes et autres incitations**

Avec la Loi sur « le rapatriement des fonds » on a mis en vigueur des réductions et exonérations d'impôt, dans le but d'inciter les citoyens turcs à rapatrier leurs avoirs qui se trouveraient à l'étranger et de comptabiliser des avoirs non comptabilisés dans l'économie. L'impôt à la source de 10% auquel les investisseurs nationaux étaient assujettis pour les profits réalisés sur l'achat et la vente d'actions, a été annulé. L'on a offert aux assujettis la possibilité d'échelonner le paiement de leurs dettes d'impôt antérieures au 1<sup>er</sup> septembre 2008, sur une durée de 18 mois avec un taux d'intérêt de 3%.

Les profits réalisés sur des transactions sur le marché des capitaux par les Fonds d'investissement mobilier et les Sociétés d'investissements mobiliers ont été exonérés de l'Impôt sur les opérations bancaires et d'assurance. Le taux d'impôt à la source appliqué aux crédits obtenus auprès de fournisseurs à l'étranger a été réduit à 5% et la charge fiscale a ainsi été diminuée. La Taxe à la valeur ajoutée et la Taxe spéciale sur la consommation de certaines marchandises ont été réduites.

Dans le cadre du régime du perfectionnement actif et du régime de l'admission temporaire, la durée d'application du report/d'annulation de la taxe à la valeur ajoutée a été prolongée de 2 ans. En proposant l'accélération du développement économique, l'accroissement de l'emploi, la minimisation de l'écart entre les niveaux de développement des régions et le regroupement au niveau sectoriel, on a commencé à appliquer un taux d'impôt sur les sociétés réduit destiné à stimuler les investissements.

La période de l'octroi d'incitations en matière d'impôt sur le revenu, de prime d'assurance et de subvention d'énergie, définies par la Loi n° 5084 concernant la stimulation des investissements et de l'emploi, a été prolongée d'un an. Le taux de retenue du Fonds de Soutien à l'Utilisation des Ressources (KKDF) appliqué aux crédits accordés aux personnes physiques, a été réduit de 15% à 10%.

### **c-Soutiens sous forme de crédits et garanties destinés à la production et l'exportation**

Des crédits de soutien ont été accordés aux petites et moyennes entreprises (PME) pour soutenir le secteur réel. Des mesures destinées à accroître les exportations ont été prises. A part cela, l'échéance des crédits à faible taux d'intérêt a été prolongée. Les informations conservées par la Banque Centrale, relatives aux dettes ayant fait l'objet de poursuites qui ont été interrompues par la suite, seront supprimées. Il est important que ces informations soient supprimées, pour que les sociétés puissent obtenir des crédits bancaires.

### **d- Soutiens de financement et autres mesures**

Afin d'élargir la base d'investisseurs sur le marché intérieur, on a procédé à l'émission de titres indexés sur le revenu. L'Assemblée Nationale a accordé des pouvoirs au Conseil des Ministres en matière d'élargissement de la couverture et de la hausse de la limite supérieure de la garantie des dépôts bancaires. La Direction de l'Administration des Revenus du Ministère des Finances a pris de mesures destinées à réduire la dimension de l'économie souterraine. Les incitations données à la recherche-développement ont été de nouveau restructurées.

## **CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

A notre époque qui est celle de la mondialisation intense, ce processus est porteur de nombreux avantages et risques. Les marchés financiers et les instruments financiers diversifiés, qui se sont développés comme une conséquence naturelle de la mondialisation peuvent parfois, à eux-seuls déclencher des crises économiques. La dernière crise également est due au mode de fonctionnement des marchés financiers.

Face à la crise qui s'est déclenchée aux Etats-Unis et qui est devenue globale, chaque pays, y compris la Turquie et les pays en voie de développement, a eu recours de façon presque concomitante à des mesures similaires. Ces mesures peuvent être classées dans deux groupes, à savoir les mesures monétaires et les mesures fiscales. Ce qui est clairement mis en évidence dans la pratique, est que ces politiques doivent être menées ensemble et avec une certaine coordination.

Il faut bien analyser le bénéfice et le coût sur le plan social du grand nombre de mesures appliquées pour sortir de la récession résultant de la crise. Cependant de nombreux pays développés et en voie de développement soulignent uniquement les effets bénéfiques de ceux-ci pour exercer une influence favorable sur les attentes. Les effets externes négatifs susceptibles d'être observés à long terme sont ignorés.

Un risque important qui menace les pays est représenté par le préjudice que les mesures prises pour sortir de la crise pourraient porter à la discipline financière. De ce fait, il faudrait prendre des mesures de renforcement du secteur réel sans renoncer à la discipline financière. Dans ce but, des subventions et incitations accordées au secteur réel, qui évitent de créer une pression inflationniste dans le cadre d'une politique fiscale sélective, peuvent constituer une mesure destinée à atténuer les effets contractionnistes de la crise sur ce secteur.

Les pays en voie de développement doivent se tourner vers des mesures destinées à augmenter les revenus en devises pour corriger la balance des paiements.

Il faudra augmenter l'efficacité des organismes de régulation pour que l'économie de marché puisse fonctionner de manière saine.

Un autre point, c'est la nécessité de mener la coopération internationale sans concession, en analysant les effets de la crise dans une large perspective. Dans ce contexte, il faut porter une attention spéciale à la restructuration éventuelle d'organismes tels que le FMI ou la Banque Mondiale. L'Organisation des Nations-Unies doit élaborer des mesures en faveur des pays en voie de développement et des pays gravement atteints par la crise, en matière d'allègement de la charge de la dette, d'adoption de nouvelles dispositions concernant les règles du commerce. Comme le suggère le président du Programme de développement des Nations-Unies (UNDP), Kemal Derviş, un conseil de sécurité chargé d'une mission dans les domaines économique et social pourrait être créé au sein des Nations-Unies<sup>22</sup>.

---

**NOTES:**

<sup>1</sup> Nusret Ekin; Mondialisation et Union Douanière, publication de la Chambre de Commerce d'Istanbul, Istanbul 1999, pg.50, transmis par Veysel Bozkurt "Mondialisation : Concept, développement et approches, <http://www.genbilim.com/content/view/1659/86/>, 28.06.2009.

<sup>2</sup> Mehmet Aktel : Mondialisation et Administration Publique, Asil Yayıncılık, Ankara, Juillet 2003, p.89.

<sup>3</sup> Commission de Régulation et de Contrôle du Système Bancaire : crise des prêts hypothécaires aux Etats-Unis, Direction du Département d'Elaboration de Stratégies, N° : 3, Août 2008, p.72.

<sup>4</sup> <http://www.canalacademie.com/Pourquoi-les-pays-emergents-sont,2860.html>, 8.7.2009.

<sup>5</sup> <http://micheldeguilhermier.typepad.com/mdegblog/2008/12/leffet-de-la-crise-sur-les-pays-en>

<sup>6</sup> Ministère des Finances : Rapport économique annuel 2008, p. 195

<sup>7</sup> "[www.gundeminsan.com/.../364-tl-yaklak-yuezde-393-deer-kaybetmi.pdf](http://www.gundeminsan.com/.../364-tl-yaklak-yuezde-393-deer-kaybetmi.pdf) -8.7.2009.

<sup>8</sup><http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/EXTDECPGFR/EXTPROSCP>

<sup>7</sup> [www.gundeminsan.com/.../364-tl-yaklak-yuezde-393-deer-kaybetmi.pdf](http://www.gundeminsan.com/.../364-tl-yaklak-yuezde-393-deer-kaybetmi.pdf) -8.7.2009.

<sup>8</sup> <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/EXTDECPGFR/EXTPROSCP/EXTGBLPROSPECTAPRILFRE/0,,contentMDK:20425420~menuPK:679775~pagePK:64647140~piPK:64647812~theSitePK:659190,00.html>,8.7.2009.

<sup>9</sup> Ministère des Finances de la R.T. : Annuaire, même endroit, p. 199.

<sup>10</sup> Commission de Régulation et de Contrôle du Système Bancaire (BDDK) : Rapport sur les marchés financiers, p.3.

<sup>11</sup> Commission de Régulation et de Contrôle du Système Bancaire (BDDK) : ... financier, rapport susmentionné, p.1

<sup>12</sup> Les pays en voie de développement également ont pris des mesures similaires pour lutter contre la crise.

<http://micheldeguilhermier.typepad.com/mdegblog/2008/12/leffet-de-la-crise-sur-les-pays-en-d%C3%A9veloppement-html>,8.7.2009.

<sup>13</sup> Banque Centrale de la R.T., Rapport sur la Stabilité Financière, Novembre 2008, p.4.

<sup>14</sup> Banque Centrale de la R.T. : ... financier, rapport susmentionné, p.7.

<sup>15</sup> <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/EXTDECPGFR/EXTPROSPECE/EXTGBLPROSPECTAPRILFRE/0,,contentMDK:20425420~menuPK:679775~pagePK:64647140~piPK:64647812~theSitePK:659190,00.html>,8.7.2009.

<sup>16</sup> <http://www.cncd.be/spip.php?article313>,8.7.2009.

<sup>17</sup> <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/EXTDECPGFR/EXTPROSPECE/EXTGBLPROSPECTAPRILFRE/0,,contentMDK:20425420~menuPK:679775~pagePK:64647140~piPK:64647812~theSitePK:659190,00.html>,8.7.2009.

<sup>18</sup> <http://www.cncd.be/spip.php?article313>,8.7.2009.

<sup>14</sup> Banque Centrale de la R.T. : ... financier, rapport susmentionné, p.7.

<sup>14</sup> Banque Centrale de la R.T. : ... financier, rapport susmentionné, p.7.

<sup>15</sup> <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/EXTDECPGFR/EXTPROSPECE/EXTGBLPROSPECTAPRILFRE/0,,contentMDK:20425420~menuPK:679775~pagePK:64647140~piPK:64647812~theSitePK:659190,00.html>,8.7.2009.

<sup>16</sup> <http://www.cncd.be/spip.php?article313>,8.7.2009.

<sup>17</sup> <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/EXTDECPGFR/EXTPROSPECE/EXTGBLPROSPECTAPRILFRE/0,,contentMDK:20425420~menuPK:679775~pagePK:64647140~piPK:64647812~theSitePK:659190,00.html>,8.7.2009.

<sup>18</sup> <http://www.cncd.be/spip.php?article313>,8.7.2009.

<sup>19</sup> Durmuş YILMAZ, “Crise financière mondiale et les retombées de celle-ci sur l’économie turque : Comment s’est-elle déclenchée, à quel stade sommes-nous ? », Organisme Economique Turc, Atelier de crise, décembre 2008/1, p.9

<sup>20</sup> <http://www.haberler.bbs.tr/kriz-teget-gecti-acikliga-kavustu.html>,8.7.2009.

<sup>21</sup> “Mesures politiques contre la crise financière mondiale”, [www.hazine.gov.tr](http://www.hazine.gov.tr), 22.09.2009.

<sup>22</sup> <http://www.milliyet.com.tr/Ekonomi/SonDakika.aspx?aType=SonDakika&ArticleID=999695>,8.7.2009.